

PARTIE 1 Généralités

1.1 RÉFÉRENCES

- .1 Le Bureau national du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).
 - .1 Fiches de Données sur la Sécurité des matières (FDS).
- .2 Province de l'Ontario
 - .1 La Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario, 1990 (Statuts révisés), Chapitre O.1, telle qu'amendée et les réglementations relatives aux projets de construction (213/91) telle qu'amendée.
 - .2 La Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance, 1997, telle qu'amendée.
- .3 Gouvernement fédéral
 - .1 Le Code national du bâtiment du Canada 2010 (CNB);
 - .2 Le Code national de prévention des incendies 2010 (CNPI).

1.2 EXIGENCES GÉNÉRALES

- .1 Se conformer à la Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario et les réglementations.
- .2 Dans le but de respecter la Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario, l'Entrepreneur sera désigné comme le Constructeur et assume les responsabilités du Constructeur tel que prévu par la Loi et dans sa réglementation.
- .3 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection et la sécurité des biens/propriétés situés sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.
- .4 Rédiger un plan de santé et de sécurité propre au chantier, fondé sur l'évaluation préalable des risques/dangers, avant d'entreprendre les travaux. Mettre ce plan en application et en assurer le respect en tous points jusqu'à la démobilisation de tout le personnel du chantier. Le plan de santé et de sécurité doit tenir compte des particularités du projet.
- .5 Ne pas utiliser des matériaux toxiques dans les conditions installées finales. Ne pas utiliser les composés organiques volatiles (COV) où la loi ne le permet pas. Aux endroits où l'utilisation des composés organiques volatiles est permise par la Loi, assurer une ventilation adéquate et suffisante et prendre les précautions nécessaires.

1.3 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION/INFORMATION

- .1 Soumettre, au plus tard cinq (5) jours après la date de l'ordre de commencement des travaux et avant la date de commencement des travaux, un plan de santé et de sécurité établi expressément pour le chantier et regroupant les éléments ci-après :
 - .1 Résultats de l'évaluation des risques/dangers pour la sécurité propres au chantier ainsi que les mesures de protection à prendre pour pallier aux risques ou dangers pour la santé et la sécurité associés à chaque tâche et à chaque activité figurant dans le plan des travaux.

- .2 Les mesures de communication de sécurité de l'Entrepreneur et des sous-traitants.
 - .3 Les mesures d'intervention en cas d'urgence décrivant les procédures à suivre durant les situations d'urgence incluant les procédures d'évacuation du personnel du chantier.
 - .4 Plan d'intervention en cas d'urgence et de contingence: énoncer les procédures et les marches à suivre en cas de situation d'urgence sur le chantier.
 - .5 La politique de l'Entrepreneur en matière de santé et de sécurité.
 - .6 Le nom du coordinateur de sécurité et santé de la compagnie.
 - .7 Le plan de l'Entrepreneur de santé et de sécurité au travail spécifique au projet.
 - .8 Les rôles et les responsabilités détaillés des personnes désignées.
 - .9 La liste de tous les sous-traitants.
 - .10 Copies de tous les certificats de formation obligatoire requis.
 - .11 Une liste des numéros de téléphone d'urgence, le personnel et les procédures écrites.
- .2 Le Représentant du Ministère examinera le plan de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier et lui remettra ses observations dans les trois (3) jours suivant la réception de ce document. Au besoin, l'Entrepreneur révisera son plan de santé et de sécurité et le soumettra de nouveau au Représentant du Ministère après réception des observations jusqu'à parvenir à un accord commun des deux parties. L'examen par le Représentant du Ministère du plan final de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier ne doit pas être interprété comme une approbation de ce plan et ne limite aucunement la responsabilité globale de l'Entrepreneur en matière de santé et de sécurité durant les travaux de construction.
- .3 Soumettre, sur demande, les comptes rendus des réunions de santé et sécurité de l'Entrepreneur.
- .4 Soumettre au Représentant du Ministère, sur demande, des exemplaires des rapports de l'inspection de santé et de sécurité effectuée sur le chantier par le représentant autorisé de l'Entrepreneur.
- .5 Soumettre des exemplaires des directives ou des rapports préparés par les inspecteurs de santé et sécurité des gouvernements provinciaux et municipaux.
- .6 Soumettre des exemplaires des rapports d'incidents et d'accidents.
- .7 Soumettre les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des matériaux relatives à tout produit utilisé sur le site.
- .8 Là où une loi, un règlement ou un programme de sécurité le prescrit, soumettre, avant de commencer les travaux, la certification de la surveillance médicale du personnel travaillant sur le chantier. Demander au Représentant du Ministère une certification additionnelle pour tout nouvel employé travaillant sur le chantier.

1.4 PRODUCTION DE L'AVIS DE PROJET

- .1 Avant le début des travaux, envoyer l'avis de projet aux autorités provinciales compétentes.

1.5 CONDITIONS DU TERRAIN

- .1 Le personnel chargé des travaux sur le chantier sera exposé aux éléments suivants.
- .1 Les véhicules en exploitation partagent avec le public les voies de circulation empruntées.

- .2 Le risque de chute.
 - .3 Pente abrupte et les risques de glissement et de trébuchement.
 - .4 Talus et murs en pierre existants potentiellement instables.
 - .5 Insectes, la vermine, excréments d'oiseaux.
 - .6 Les risques potentiels des plantes et arbustes (e.g. le sumac vénéneux).
 - .7 Contact avec la silice provenant des matériaux cimentaires.
 - .8 Des équipements en opération, vibration et bruit.
 - .9 Températures basses et/ou hautes.
- .2 En présence des conditions, de risques/dangers ou de facteurs particuliers ou imprévus influant sur la sécurité durant l'exécution des travaux, arrêter immédiatement le travail et aviser le Représentant du Ministère verbalement de vive voix et par écrit.

1.6 COORDONNATEUR DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ

- .1 Embaucher une personne compétente et autorisée à titre de coordonnateur de la santé et de la sécurité, et l'affecter aux travaux. Le coordonnateur de la santé et de la sécurité doit répondre aux critères suivants.
- .1 Posséder une expérience de travail liée à la sécurité dans le cadre de projets où sont menées des activités similaires à ce type de projet.
 - .2 Posséder une connaissance pratique des règlements sur la santé et la sécurité en milieu de travail.
 - .3 Assumer la responsabilité des séances de formation de l'Entrepreneur, en matière de santé et de sécurité au travail, et vérifier que seules les personnes qui ont complété avec succès la formation requise ont accès au chantier pour exécuter les travaux.
 - .4 Assumer la responsabilité de la mise en application, le respect et le suivi du plan de santé et de sécurité préparé pour le chantier.

1.7 RESPONSABILITÉ

- .1 L'Entrepreneur doit assumer le rôle de constructeur décrit par la Loi sur la santé et la sécurité au travail et par le règlement relatif aux projets de construction de l'Ontario.
- .2 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens/propriétés situés sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.
- .3 Respecter, et faire respecter par les employés, les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, les ordonnances, les lois et les règlements locaux et provinciaux applicables, ainsi que dans le plan de santé et de sécurité préparé pour le chantier.

1.8 AFFICHAGE DES DOCUMENTS

- .1 S'assurer que les documents, les articles, les ordonnances et les avis pertinents sont affichés, bien en vue, sur le chantier.
- .2 Fournir les documents suivants et afficher les sur le chantier :
- .1 Le nom de la compagnie de l'Entrepreneur.

- .2 Le nom, le métier et l'employeur du Coordonnateur de la santé et sécurité sur chantier.
 - .3 La politique de l'Entrepreneur en matière de santé et de sécurité.
 - .4 Le plan de l'Entrepreneur de santé et de sécurité au travail spécifique au projet incluant les mesures d'urgence.
 - .5 Avis de projet.
 - .6 Les rapports et les ordres du Ministère du travail.
 - .7 La Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario et au Règlements relatifs aux projets de construction de l'Ontario,
 - .8 Les fiches de données de sécurité des matériaux
 - .9 Copies valides des certificats du personnel de premiers secours en service.
 - .10 La brochure " en cas de blessure " de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT).
 - .11 L'emplacement de des installations sanitaires.
 - .12 Tout traitement et procédures particulières pratiqués sur le chantier.
- .3 S'assurer que l'affichage des documents cités ci-dessus est conforme aux lois et aux règlements de la province.

1.9 EXIGENCES DE CONFORMITÉ

- .1 Se conformer à la Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario, L.R.O. 1990, c.0.1, tel qu'amendé et aux règlements 213/91 relatifs aux projets de construction de l'Ontario, tel qu'amendé, Édition courante.

1.10 CORRECTIF EN CAS DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par le Représentant du Ministère.
- .2 Remettre au Représentant du Ministère un rapport écrit des mesures prises pour corriger la situation en cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité.
- .3 Le Représentant du Ministère peut ordonner l'arrêt des travaux si l'Entrepreneur n'apporte pas les correctifs nécessaires en ce qui concerne les conditions jugées non conformes en matière de santé et de sécurité. Il ne doit pas y avoir aucune réclamation de retard dans ce cas.

1.11 LES SYSTÈMES ANTICHUTE

- .1 Les systèmes antichute (protection contre les chutes) conformément à la Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario doivent être utilisés par tout le personnel exposé à un risque de chute existe.
- .2 Le travail de décapage de l'escarpement rocheux exigera que des travailleurs soient suspendus sur des parois rocheuses verticales ou presque verticales près du sommet de la pente. Les lignes de sauvetage de sécurité pour ce travail ne doivent pas être attachées à la clôture existante ou d'autres structures construites existantes le long du sommet de la pente. Les lignes de sauvetage doivent être fixées aux points d'ancrage désignés par l'Entrepreneur au sommet de la pente comme suit :

- .1 Assumer les responsabilités d'établir des points d'ancrage appropriés pour la protection contre les chutes ou des cordes d'accès conformément à Loi sur la santé et la sécurité au travail et aux exigences des règlements. Si les ancrages conçus sont exigées :
 - .1 Les ancrages sont conçus, placés et enlevés par l'Entrepreneur.
- .2 Soumettre des dessins de conception pour les ancrages approuvés par un ingénieur autorisé dans la province de l'Ontario, conformément à la section 01 33 00 - des documents et échantillons à soumettre.
- .3 Les blocs d'ancrage en béton placés en haut du talus peuvent être utilisés pour l'ancrage.
- .4 Ils doivent être protégés avec des barrières pour piétons temporaires et contrôlés par un (des) préposé (s) à plein temps quand les travailleurs sont suspendus des blocs d'ancrage sur la pente.
- .5 La mise en place et l'enlèvement des ancrages et les opérations liées aux cordes/lignes de sécurité ne doivent pas causer de dégâts significatifs à la végétation près du sommet de la pente

1.12 DISPOSITIFS À CARTOUCHES

- .1 N'utiliser des dispositifs à cartouche qu'après avoir soumis une justification complète des exigences de leur utilisation et qu'avec la permission écrite du Représentant du Ministère.

1.13 ARRÊT DES TRAVAUX

- .1 Accorder à la santé et à la sécurité du public ainsi que du personnel du chantier, et à la protection de l'environnement, la priorité sur les considérations liées au coût et au programme des travaux.
- .2 Assigner la responsabilité et l'obligation au Coordinateur de la santé et sécurité d'arrêter ou commencer le travail, à la discrétion du Coordinateur de santé et Sécurité, quand c'est nécessaire ou recommandé pour des raisons de santé ou la sécurité

1.14 MATIÈRES DANGEREUSES

- .1 Se conformer aux exigences du système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) relatives à l'utilisation, manipulation, stockage et évacuation des matières dangereuses et relatives à l'étiquetage et la provision des Fiches de Données sur la Sécurité des matières (FDS)
- .2 Se conformer à la législation, à la réglementation du Ministère de l'Environnement de l'Ontario relatives à la disposition des matières dangereuses.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION